

Entretien

"Quel sera l'impact de la crise financière chez vous ?" Six économistes de pays émergents répondent

07.10.08 | 13h43 • Mis à jour le 08.10.08

CHINE

Tsang Shu-ki, professeur d'économie à l'université baptiste d'Hongkong

"Les investissements étrangers qui se sont déversés sur la Chine depuis son accession à l'Organisation mondiale du commerce (*OMC*), en 2001, avaient contribué à "solvabiliser" un système bancaire national perclus de mauvais crédits. Par la suite, le fait que la Chine soit devenue le *hub* industriel de la planète a engendré des surplus de balance de paiements qui ont été réinvestis aux Etats-Unis, ce qui a permis à l'économie américaine de persévérer dans ses excès.

Conservez cet article dans votre classeur.

Abonnez-vous au Monde.fr : 6€ par mois + 30 jours offerts

Aujourd'hui, "l'accouplement" de la Chine à un système financier international piloté par les Etats-Unis est lourd de conséquence. Si les exportations chinoises reviennent à une croissance à un chiffre, le produit intérieur brut (*PIB*) pourrait perdre deux points de croissance. En dessous de 8 % de croissance, les autorités craignent des troubles sociaux.

Les campagnes feront les frais du ralentissement en premier, car les travailleurs venus de l'intérieur du pays seront licenciés les premiers. Leurs salaires cesseront alors d'alimenter l'ouest et l'intérieur pauvre du pays, aggravant ainsi les disparités de revenus. Cela dit, je ne vois pas de croissance négative pour la Chine. 2009 sera une année test."

RUSSIE

Evseï Gourvitch, chef du Groupe d'expertise économique

"La croissance va demeurer forte, autour de 6 %, même si les secteurs qui la nourrissent, comme le bâtiment et les travaux publics, souffrent de la raréfaction des prêts bancaires. Les investissements productifs aussi vont diminuer, affectant la production industrielle.

La crise doit nous inciter à changer de modèle de croissance, à trouver des sources de financement domestiques plutôt que de compter sur les capitaux étrangers. En 2007, les investissements étrangers directs, calculés par rapport au PIB, ont dépassé ceux de la Chine. En fait, le marché financier manque d'investisseurs stratégiques, l'épargne des ménages est faible, le marché de l'assurance pas assez développé, les fonds de retraite privés en trop petit nombre...

La crise mènera à une consolidation du secteur bancaire. Mille deux cents banques sont présentes en Russie, certaines sont fortes et compétitives, d'autres non. Mais la situation actuelle n'a rien à voir avec le krach de 1998. A l'époque, la banque centrale avait entre 12 et 25 milliards de dollars de réserves. Aujourd'hui, elle a 563 milliards de dollars (418 milliards d'euros)."

BRÉSIL

Edmar Bacha, directeur de l'Institut des études de politique économique de Rio de Janeiro

"La crise financière américaine a d'abord frappé la Bourse de Sao Paulo. Le marché s'essouffait déjà depuis quelques mois en raison de la baisse des cours des matières premières et agricoles que le Brésil exporte. La crise a accentué cette tendance et a déprécié le real, la monnaie brésilienne, par rapport au dollar.

Le gel des lignes de crédit internationales a restreint le crédit local. Les petites banques ne peuvent plus prêter, et les grandes ne veulent plus. Ces restrictions de crédit - qui touchent le particulier dont le pouvoir d'achat avait beaucoup augmenté - vont permettre à la banque centrale de ramener l'inflation, comme elle le souhaite, de 6 % à 4,5 %.

La grande différence entre cette crise et celles du passé (1999, 2003), c'est que le Brésil a des réserves en devises supérieures à sa dette externe publique et privée. Ces réserves ont encore augmenté le mois dernier. Lorsque le dollar monte, la dette ne s'alourdit plus par rapport au PIB. Cela change tout. Le pays inspire confiance. On n'envisage plus que le Brésil puisse ne pas respecter ses engagements.

Les prévisions de croissance pour 2009 devront sans doute baisser. Elles tournent maintenant autour de 3 % à 3,5 %. Mais compte tenu de la situation mondiale, cela n'est vraiment pas désespéré."

TURQUIE

Eser Karakas, professeur d'économie à l'université Bahçesehir d'Istanbul

"La croissance turque va ralentir et sera plus conforme au niveau de son épargne. Elle ne dépassera pas 3 % ou 4 %. Ce changement de régime va creuser le déficit budgétaire et les taux d'intérêt vont rester élevés.

L'économie turque vit essentiellement grâce aux investissements étrangers (*IDE*) et aux capitaux à court terme, qui risquent de se raréfier dans les prochains mois. La hausse des taux en Europe va rendre moins attractif le marché turc. Il y aura peut-être aussi des faillites et des nationalisations... Mais les banques turques, assainies par la crise de 2001, devraient éviter l'effondrement.

La hausse inéluctable du chômage va ralentir la transformation du marché du travail. Les travailleurs agricoles qui se dirigeaient vers l'industrie ou les services vont "revenir au village".

Maintenant, si le gouvernement se concentre sur les réformes structurelles favorables à une intégration européenne, la Turquie peut rester attractive pour les capitaux étrangers.

Le danger est aussi de voir monter un mouvement antimondialiste et antieuropéen, qui freinerait le processus de réforme."

MEXIQUE

Rogelio Ramirez de la O, directeur du bureau d'analyse économique Ecanal

"La récession américaine aura un impact profond et durable. Les ventes aux Etats-Unis représentent 30 % du PIB. Compte tenu des relations d'interdépendance des entreprises exportatrices avec le reste de l'économie, c'est la moitié du PIB mexicain qui sera affecté.

La baisse des exportations, le chômage qui en découle et la chute des transferts de devises des travailleurs émigrés peuvent accroître rapidement le déficit de la balance des paiements. Dans le secteur financier, nous allons connaître une forte restriction du crédit, alors que les banques ont déjà un sérieux problème de créances douteuses.

A plus long terme, il y a un risque que les Etats-Unis adoptent une posture protectionniste et restreignent l'immigration. Et la volonté du gouvernement mexicain de minimiser les difficultés n'arrange pas les choses."

INDE

Rajiv Kumar, directeur du Conseil indien de recherche sur les relations économiques internationales (ICRIER)

"La crise financière mondiale va conduire à un ralentissement économique américain important et durable, qui va, en Inde, se traduire par une stagnation des exportations et une diminution des activités de sous-traitance.

Le secteur bancaire indien semble sortir indemne de la crise. ICICI, l'une des plus grandes banques du pays, a toutefois été victime de rumeurs qui ont affecté le montant de ses dépôts. Le ministre des finances,

la banque centrale et l'autorité des marchés financiers sont intervenus pour mettre fin aux rumeurs et rétablir la situation.

Toutefois, le mythe selon lequel l'Inde et les autres économies émergentes seraient "découplées" des économies de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a vécu : en moins de dix mois, les valeurs boursières ont perdu 40 % de leur valeur. Le pessimisme ambiant et le retrait des capitaux américains et européens pour aider à faire face à un important besoin de liquidité sur leurs marchés domestiques expliquent la disgrâce de Dalal Street (*la Bourse de Bombay*)."